Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 3 | 2004

Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable

Dimensions humaine et sociale du développement durable : une problématique séparée du volet environnemental ?

Sandrine Rousseau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1214>

DOI : 10.4000/developpementdurable.1214

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Sandrine Rousseau, « Dimensions humaine et sociale du développement durable : une problématique séparée du volet environnemental ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3 | 2004, mis en ligne le 06 novembre 2004, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1214> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1214>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Dimensions humaine et sociale du développement durable : une problématique séparée du volet environnemental ?

Sandrine Rousseau

- 1 Le développement durable comprend une dimension sociale et une dimension environnementale. Si l'on devait résumer sa philosophie, on pourrait dire qu'il s'agit d'un développement qui économise la nature sans nuire à la cohésion sociale ou, dans un autre sens, un développement qui respecte l'homme tout en ne sacrifiant pas son environnement. Si l'éclairage est porté à la fois sur l'aspect social et environnemental, c'est sans doute que les deux sont liés à un degré plus ou moins important. Cet aspect est pourtant peu étudié ou mis en avant. Souvent en effet, les deux volets sont envisagés séparément, comme deux branches distinctes, deux problématiques séparées, réunies quelquefois, mais souvent artificiellement, sous un même objectif.
- 2 Pourtant, les populations défavorisées, ayant des emplois précaires ou peu rémunérés sont aussi celles qui habitent le plus les zones polluées ou qui subissent les externalités les plus fortes. C'est vrai à l'intérieur du territoire national : le bassin minier du Nord – Pas de Calais en est une bonne illustration, la zone portuaire de Boulogne ou celle de Dunkerque en sont d'autres et pour s'éloigner du cadre régional, des territoires comme la vallée de la Fensh constituent des exemples de ce phénomène de précarisation sociale et environnementale des populations. Et si l'on adopte un point de vue international, les mêmes tendances peuvent être observées : les pays du sud les plus pauvres et à la législation du travail plus souple sont aussi ceux qui accueillent les usines les plus « sales » (interdites ou mal acceptées dans les pays du nord) ou qui utilisent les produits les plus polluants (le DDT¹ par exemple).
- 3 Ceci nous conduit à faire un parallèle, comme l'a fait Polanyi (1944) entre rapport social au travail et rapport social à l'environnement pour comprendre quels en sont les liens, les similitudes ou les divergences et comment ces deux rapports doivent s'articuler pour

permettre une mise en place du développement durable. Tel est l'objet principal de cet article.

- 4 En effet l'ensemble des lois régissant la relation de travail, la vision de ce qui est acceptable ou non dans une relation de travail (travail des enfants, horaires maximums, conditions de sécurité etc.) sont autant d'aspects socialement construits, faisant l'objet de compromis entre différents acteurs à une époque donnée et en un lieu donné. Ce rapport social au travail, comme nous l'appellerons, a connu en France par exemple des évolutions importantes. Mais à l'intérieur d'un rapport national, il est aussi possible d'observer des différences locales en fonction de critères comme l'histoire du lieu, l'environnement, les volontés politiques et institutionnelles. Ainsi, le bassin minier du Nord – Pas de Calais, bien que n'accueillant plus d'activité minière, continue aujourd'hui à favoriser l'implantation d'entreprises issues notamment du secteur automobile (avec Renault à Douai ou Nissan à Valenciennes) qui sont des entreprises industrielles, proposant une relation d'emploi particulière, avec des conditions de travail, une dimension ouvrière et des horaires qui peuvent sous certains aspects et compte tenu des progrès organisationnels réalisés, rappeler la relation d'emploi des mineurs.
- 5 Le contraste entre différents rapports sociaux au travail est encore plus saisissant à l'échelle internationale. Entre les « sweet shops » chinois et les entreprises sociales de Suède, la différence de rapport social au travail donne lieu à une division internationale de la précarité. Ainsi, le rapport social au travail se situe à l'intérieur de frontières légales qui traduisent ce qui est autorisé ou non dans une société, les modalités de la relation salariale. Cet ensemble législatif est lui-même le résultat de luttes, de compromis et d'évolutions collectives au sein d'une société. Au regard de l'environnement, les mêmes forces se retrouvent, divisant l'espace en zones plus ou moins exploitées.
- 6 Le rapport à l'environnement pourrait se définir par les liens qui unissent la société à l'ensemble des éléments naturels. De la même manière que le rapport social au travail, il est encadré par un ensemble législatif mais il repose aussi sur un droit de propriété des éléments naturels et un état des connaissances. L'ensemble législatif est évidemment représenté par les lois et organismes qui définissent, encadrent et vérifient l'application des utilisations possibles de l'environnement. Les lois sur l'environnement sont, elles-mêmes, souvent comprises et soumises à celles régissant la propriété privée (Ost, 1995, Lascoumes, 1994), c'est la raison pour laquelle la gestion de cette propriété est importante pour comprendre celle des éléments naturels. Enfin, l'état des connaissances scientifiques, comme le note Latour (1999), influence de manière conséquente la compréhension des phénomènes naturels et, par là, l'utilisation qu'il est possible d'en faire, la notion de risque qui y est associée. Les paradigmes scientifiques et la manière dont ils sont diffusés dans la société jouent donc un rôle prépondérant dans la gestion des actifs naturels.
- 7 Comme le travail, le rapport à l'environnement a connu différentes phases. Ses évolutions sont toutefois plus lentes que pour le rapport au travail, ce qui nécessite un retour en arrière plus important pour les percevoir. Pour les résumer à très grands traits, disons que, dans les pays développés, des découvertes scientifiques et la mise en place progressive d'un régime de propriété privée se sont accompagnées d'une rationalisation du rapport à la nature. Ainsi détachée d'une influence divine qui en empêchait une exploitation à des fins uniquement humaines, la nature a vu sa perception changer. Un des grands aspects mis en avant lors de la révolution industrielle est l'inaltérabilité des éléments naturels. Cette rationalisation s'est accompagnée, par ailleurs, d'un glissement

sémantique, faisant passer la nature au statut d'environnement, c'est-à-dire à une somme d'objets entourant l'Homme. Le terme de rapport à l'environnement est ainsi lui-même empreint d'une vision « moderne » des objets naturels, il est toutefois plus révélateur de la gestion du siècle dernier. L'évolution de la gestion de l'environnement qui s'est déplacée des cités « divine » et « domestique » vers les cités « marchande » et « industrielle », pour reprendre la typologie de Boltanski et Thévenot (1987), présente certains aspects communs avec les évolutions du rapport au travail.

- 8 Ainsi, ces deux rapports ont suivi des évolutions historiques parallèles passant par des phases d'exploitation intensive de la ressource travail comme de la ressource environnement. Les tentatives de mises en place aux niveaux international et national du développement durable recommandent de revoir ces deux rapports de manière conjointe pour imposer des rapports internationaux concordants.
- 9 Nous proposons d'étudier, dans une première partie, pourquoi rapports au travail et à l'environnement sont liés, dans quelle mesure et surtout par quels moyens ce lien influence les modes de croissance des pays développés, et donc *in fine* permet ou non l'instauration d'un développement durable. Dans une seconde partie, nous tenterons de comprendre la manière dont se positionnent les différents pays de l'OCDE dans ce double rapport et de voir quel est le chemin à parcourir pour atteindre une harmonisation internationale.
 1. Interactions des rapports à l'environnement et au travail.
- 10 Les interactions entre rapport au travail et à l'environnement sont complexes et jusqu'à présent mal explicitées. Nous allons tenter de les mettre en évidence.
- 11 Au niveau de l'entreprise en premier lieu, le respect de l'environnement comme celui du travail représente un coût. L'environnement a longtemps été une ressource gratuite pour les entreprises. Ainsi, tant que des lois n'encadrent pas les rejets et les pressions sur le milieu naturel, il est possible de considérer que l'utilisation (la destruction en l'occurrence) des éléments naturels se fait sans coût pour l'entreprise et donc représente un facteur gratuit. La protection des éléments naturels est souvent en revanche source de coûts. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'action publique est souvent sollicitée en cas d'activités polluantes pour légiférer et ainsi arbitrer entre les intérêts des différents acteurs en présence. Investir dans des procédés propres, revoir les modes de production, installer des filtres, des procédures de nettoyage etc. sont autant de sources de renchérissement des procédés de production. De la même manière, la relation d'emploi stable, se basant sur des salaires augmentant avec le temps, sur des horaires particuliers etc. ce qui caractérise, au moins pour certains aspects, la relation fordiste au travail, sont autant de mesures qui renchérissement la relation d'emploi. Ainsi, et pour conserver un taux de profit constant, l'employeur peut être en situation d'arbitrage entre ces deux dimensions : soit favoriser les salariés au détriment de mesures pour l'environnement, soit contrôler sa pollution au détriment de mesures salariales.
- 12 Pour les pays, les rapports à l'environnement et au travail peuvent aussi entrer en concurrence. Prenons l'exemple, en France, des Trente Glorieuses pour illustrer notre propos : la relation d'emploi était particulièrement protégée avec l'assurance de revenus indirects, une série de dispositifs protégeant le salarié avant, après et pendant la relation de travail (Boyer, 1986). Parallèlement, c'est aussi la période durant laquelle la pollution a été une des plus fortes et donc les pressions sur l'environnement les plus importantes. Cela provient de plusieurs facteurs : une croyance dans les bienfaits des progrès

techniques et dans l'inaltérabilité des équilibres naturel mais aussi un ensemble de mesures étatiques protégeant les industries contre les risques de plaintes pour pollution (Ost, 1995), et au-delà, l'encouragement d'un mode de consommation et de production de masse, un développement sans précédent des transports et une intensification de l'agriculture notamment. Il existe en effet une contradiction entre politiques de soutien à l'emploi et protection de l'environnement. La mise en place du développement durable impose pourtant de protéger les deux conjointement. Nous proposons donc, dans cet article, de voir quelles ont été les différentes options choisies par les États de l'OCDE, de comprendre quelles sont les implications économiques et en terme de développement de ces choix, pour ensuite voir les chemins à parcourir pour mettre en place un développement durable dans les pays riches.

- 13 Le lien entre rapport au travail et à l'environnement peut être illustré par un exemple qui reste symbolique d'un mode de développement choisi : l'agriculture et le prix des produits agricoles, cas largement étudié par la science économique puisque définissant un salaire de subsistance et un salaire réel pour les travailleurs.
- 14 La protection de l'environnement en matière agricole induit à court terme une augmentation du prix des biens alimentaires. Si la quantité d'engrais et de pesticides utilisée diminue, les rendements accusent une baisse et donc les prix augmentent. De manière mécanique, le salaire réel diminue. Et celui des travailleurs à faible revenu diminue davantage en proportion que celui des travailleurs riches, puisque les biens alimentaires y occupent une plus grande place (les biens alimentaires sont en effet des biens de première nécessité, si leur prix s'accroît, la consommation de ces biens étant irréductible, la part du salaire consacrée à l'alimentation augmente donc aussi, c'est ce que la micro-économie appelle 'biens de Giffen'). À l'inverse, une baisse du prix des produits agricoles augmente le pouvoir d'achat et le salaire réel des travailleurs en plus grande proportion pour les bas salaires que pour les hauts salaires. Un mécanisme de ce type a par exemple été observé en France durant les Trente Glorieuses où une part de la croissance du pouvoir d'achat des travailleurs a été liée à la baisse des prix des biens agricoles (Rousseau – de Vetter, 2002), elle-même liée à l'intensification de l'agriculture et donc à l'utilisation d'engrais et de pesticides. Dans ce cas, il est possible d'identifier une amélioration des conditions de vie des salariés au détriment de l'environnement et, par conséquent, une sorte de concurrence entre les deux phénomènes (O'Connor, 1998).
- 15 De la même manière, pour un taux de profit donné, une entreprise devra arbitrer entre le financement de moyens de production plus respectueux de l'environnement ou l'augmentation de la charge salariale. Dans ces conditions, les rapports à l'environnement ou au travail jouent un rôle considérable. À l'inverse, si la société est soucieuse d'augmenter son niveau de vie et peu inquiète des conséquences de l'utilisation des ressources, les salaires risquent d'augmenter, des mécanismes limitant les bas salaires de se mettre en place. C'est typiquement une organisation de type fordiste telle que la qualifient les régulationnistes (Boyer, 1986).
- 16 Une société peut ainsi avoir une vision utilitariste et industrielle des objets naturels ou au contraire une vision à plus long terme des ressources. Rappelons que parmi les premiers économistes libéraux, certains se sont distingués en considérant la nature comme totalement utilisable et appropriable (cf. Passet, 1979), la comparant parfois à une femme publique dont on peut abuser puisqu'elle est offerte (J-B Say cité par Vivien, 1994). L'histoire des pays industrialisés comprend de manière presque systématique une phase durant laquelle le développement économique et donc la création de richesses, se sont

faits au détriment de l'environnement. La révolution industrielle dans les pays d'Europe est marquée par une pollution forte et une utilisation et une appropriation de la nature sans contrainte sociale, c'est-à-dire sans lois pour les limiter, sans contrepouvoir aux industriels souvent puissants (Ost, 1995). La tendance s'est globalement retournée durant ces dernières années, la sensibilité à l'environnement augmentant dans les pays développés mais avec une intensité inégale. Et dans certains pays, le plus grand respect de l'environnement est conjoint à une dégradation des rapports au travail et à une augmentation de la précarité.

- 17 Nous allons voir maintenant la manière dont les pays gèrent aujourd'hui cette sorte de concurrence entre environnement et travail. Ceci nous conduira à évaluer leur positionnement dans la poursuite du développement durable.
 1. Articulation des rapports au travail et à l'environnement dans certains pays de l'OCDE
- 18 Il est difficile d'évaluer un rapport social. Toutefois, plusieurs indicateurs, mis en place par des organismes internationaux (le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'OIT², le WWF³) ou encore des groupes de chercheurs (pour le travail décent par exemple), mesurent les effets de différents rapports sociaux.
- 19 L'empreinte écologique, dans ce sens, mesure la superficie qui serait nécessaire à un agent ou un État pour que son mode de vie soit reproductible écologiquement, c'est-à-dire sans épuisement des ressources naturelles et avec renouvellement des écosystèmes. De manière plus précise, l'empreinte écologique se base sur une mesure d'hectares biologiquement productifs (chaque hectare étant calculé à partir d'une moyenne mondiale) nécessaires à assurer le mode de consommation et de production du pays étudié, l'homme s'appropriant ainsi une certaine quantité de la biomasse disponible. De cette manière, si un pays possède un rapport social à l'environnement basé sur une vision utilitariste, productive et industrielle des éléments naturels, sur un mode de consommation et de production de masse, son empreinte écologique ne sera pas la même que d'autres qui envisageraient la nature non pas comme servant systématiquement la croissance économique à court terme mais comme une richesse en elle-même, susceptible de ne pas se reproduire à l'identique.
- 20 Si l'empreinte écologique ne révèle pas l'intégralité du rapport à l'environnement d'un pays, elle permet d'en avoir une première vision. Ne sont toutefois pas prises en compte les capacités, par exemple, « d'exportation » des pollutions d'un pays vers d'autres plus enclins à les accepter, aspect qui concerne au premier rang les pays riches. De la même manière, l'empreinte écologique ne laisse pas apparaître des éléments tels que l'action de l'État en faveur de l'environnement ou au contraire la liberté laissée à l'initiative individuelle, qui sont deux aspects particulièrement importants de la forme que peut prendre le rapport social à l'environnement dans un pays.
- 21 Malgré ces limites, et pour notre propos, nous nous appuyerons sur l'empreinte écologique pour révéler différentes formes de rapports à l'environnement (WWF, 2002), tant il est vrai que cette empreinte est aussi le reflet d'un mode de vie en société et donc d'une vision commune de l'environnement beaucoup plus que ne le sont d'autres indicateurs comme l'état des pollutions ou le Dashboard⁴ dans son volet environnemental. Ces deux indicateurs sont plus révélateurs d'un mode de gestion de l'environnement que véritablement d'un rapport social.
- 22 Pour le rapport au travail, nous nous appuyerons sur deux indicateurs : le taux de travailleurs pauvres d'une part et le *labour market well being* d'autre part.

- 23 Le taux de travailleurs pauvres nous semble en effet être un indicateur intéressant de la précarité socialement acceptée dans un pays. Il est tout à la fois le résultat d'un ensemble législatif, d'un compromis social autour de la question du prix minimum du travail et révèle indirectement l'ensemble de mesures sociales destinées à compléter et améliorer la relation salariale. En recoupant les deux dimensions que sont l'empreinte écologique d'un pays et son taux de travailleurs pauvres, nous avons une vision nous semble-t-il relativement claire de la précarité humaine et environnementale.
- 24 Le *labour market well being* prend en compte quatre grands paramètres :
- la moyenne des revenus issus du travail dans un pays
 - les revenus futurs espérés suite aux investissements en capital humain réalisés (le nombre d'années d'études notamment)
 - les inégalités de revenus issus du travail
 - et enfin, le degré d'incertitude d'obtention de revenus futurs
- 25 (*Centre for the Study of Living Standard, 2004*).
- 26 Cet indicateur se base sur l'analyse d'un marché du travail. Cette notion de marché du travail n'est pas neutre en économie, comme ne l'est pas non plus le capital humain proposé comme une composante de cet indicateur, c'est la raison pour laquelle il est complémentaire du taux de travailleurs pauvres, plus ciblé sur les inégalités et la précarité en tant que telles. Les deux ensembles peuvent ainsi nous permettre de mieux comprendre le rapport au travail dans un pays, c'est pourquoi nous les utiliserons pour les comparer à l'empreinte écologique.
- 2.1. Taux de travailleurs pauvres et empreinte écologique
- 27 Le premier tableau classe un certain nombre de pays de l'OCDE selon le taux de travailleurs pauvres qu'ils connaissent.

Tableau n°1 : Taux de travailleurs pauvres

Source : D. Ghai, 2003.

- 28 Nous observons qu'un certain nombre de pays se trouvent au dessus de la barre des 10% de travailleurs pauvres dans la population active. Il s'agit de l'Espagne (qui se place en plus mauvaise position avec un taux avoisinant les 20%), des États-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Belgique et de l'Allemagne. A l'inverse de cette position, les pays se

distinguant par un taux de travailleurs pauvres très faible sont, sans surprise : la Norvège, la Finlande, la Suède et le Japon avec des taux compris entre 2 et 5%. Viennent ensuite, dans une position intermédiaire, le Canada, l'Australie, le Danemark et la France dont le taux se situe, pour chacun d'eux, entre 7 et 8%.

- 29 Ainsi, les résultats obtenus sont globalement peu surprenants, les pays possédant un rapport au travail très libéral, fondé sur une action étatique minimale sont aussi ceux qui ont le taux de travailleurs pauvres parmi les plus importants : le Royaume-Uni et les États-Unis notamment. En ce qui concerne l'Espagne, ce taux particulièrement élevé s'explique par une conjonction de facteurs : une discrimination des femmes qui possèdent des salaires très inférieurs à ceux des hommes à travail égal, un recours répandu au travail temporaire (qui concerne 1/3 des salariés du privé et près d'1/4 des salariés du secteur public), et l'existence de contrats de formation, pour les personnes ayant arrêté leurs études au secondaire, qui sont eux aussi couramment utilisés. Le taux des Pays-Bas s'explique, lui, par un recours au temps partiel, aux emplois flexibles et enfin par la faiblesse des salaires minima pour les jeunes de moins de 23 ans (EIRO, 2002). Nous voyons ici, pour les pays évoqués, que le rapport social au travail tolère un certain niveau de précarité et d'inégalités puisque institutionnellement existent des contrats et des situations de fragilité sur le marché du travail.
- 30 Reste l'Allemagne qui occupe une position un peu différente puisqu'elle n'a pas encore complètement gommé les différences entre l'Est et l'Ouest, la première constituant une zone de concentration de bas salaires. Toutefois, l'usage du temps partiel et des salaires horaires très bas pour les emplois non qualifiés expliquent aussi sa position dans les pays les plus mal placés de ce tableau (EIRO, 2002).
- 31 Dans les situations opposées, se retrouvent les pays du nord de l'Europe qui se caractérisent par une relation d'emploi très protégée, un fort encadrement de l'État et des aides aux bas salaires permettant de n'être pas pauvre lorsque l'on travaille, et le Japon pour lequel le rapport salarial est très spécifique et très stable. Dans tous les cas, ces conditions de travail privilégiées se sont instituées dans les années d'après-guerre de forte croissance.
- 32 Si l'on croise ces données avec l'empreinte écologique des mêmes pays, on obtient un graphique en quatre cases allant de la situation la plus défavorable sur le plan de l'emploi et de l'environnement (le cadran en bas à gauche) à la situation la meilleure sur les deux plans (cadran en haut à droite) qui se rapprocherait d'un développement plus durable.

Graphique n°1

Sources : WWF, 2002 ; D. Ghai, 2003

- 33 Dans ce graphique, les axes se coupent à leur moyenne respective. Ainsi, l'empreinte écologique moyenne pour les pays cités est de 6,64 hectares par habitant et le taux de travailleurs pauvres moyen est lui de 9,67%. Ceci nous permet de distinguer quatre configurations possibles des rapports à l'environnement et au travail.
- 34 Dans le cadran sud-ouest : les États-Unis font cavalier seul. Ils cumulent une situation par essence non durable puisque reposant sur une importante précarité du travail doublée d'un mode de vie conduisant à un épuisement des ressources naturelles. Leur situation est assez caricaturale et non partagée. Dans ce cas particulier, travail et environnement font les frais de la croissance. La question qui se pose dès lors est de savoir finalement qui profite d'une telle situation ? La réponse peut être apportée au regard du seul degré d'inégalités dans le pays. Les plus riches semblent seuls profiter de deux rapports particuliers.
- 35 Dans le cadran nord-ouest, les pays possèdent un taux de travailleurs pauvres faible mais une empreinte écologique importante par habitant. Tout apparaît comme si le travail avait été protégé au détriment de l'environnement. Ainsi, la Norvège, la Finlande, le Canada, l'Australie et dans une moindre mesure, le Danemark possèdent une organisation fordiste de la production reposant sur une forte protection des travailleurs mais au détriment d'une utilisation intensive de l'environnement. Le caractère récent de l'empreinte écologique ne nous permet pas de faire des comparaisons dans le temps, ce qui dans le cas présent aurait pourtant été riche d'enseignement. Car si, comme nous le supposons, l'organisation fordiste est en cause dans leur positionnement, la préoccupation environnementale a pris, dans ces pays, et durant ces dernières années, une importance plus grande. L'analyse de l'évolution de leur place dans le graphique aurait alors dû évoluer de gauche à droite progressivement. La réponse précise à cette question pourra être donnée lorsque nous disposerons d'un certain recul sur les indicateurs utilisés.
- 36 Dans le cadran sud-est, on retrouve les pays possédant un taux de travailleurs pauvres au dessus de la moyenne des pays étudiés mais qui, par contre, se caractérisent par une empreinte écologique meilleure. Par rapport aux autres pays, ils font figure de bons

élèves sur le plan environnemental. Dans ce groupe de cinq pays (l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Belgique et l'Espagne), la Belgique occupe une place particulière, proche de la moyenne. Leur situation est tout à fait opposée à celle décrite dans le paragraphe précédent. Ainsi, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont sans doute accordé une grande importance, à un moment de leur histoire, à la protection de l'environnement. Mais les travailleurs les plus précaires (souvent les femmes, les jeunes et les immigrés) ont été moins bien protégés. Notons encore une fois la situation particulière de l'Allemagne qui a hérité d'une situation liée à la réunification (EIRO, 2002). La position de l'Espagne s'explique sans doute par un certain retard industriel bien qu'en cours de résorption. Le Royaume-Uni dispose d'un marché du travail libéral caractérisé jusque récemment par une absence de revenu minimum et une grande initiative laissée au secteur privé, avec peu d'aides de l'État et peu de revenus indirects.

- 37 *Reste enfin le cadran nord-est* conjuguant une empreinte écologique inférieure à la moyenne des pays étudiés et un taux de travailleurs pauvres faible. Ce sont ici, de tous, les pays qui se rapprochent le plus d'un développement durable. On y trouve le Japon, la France et la Suède. Ces trois pays se caractérisent par une relation de travail très encadrée, héritage pour la France des Trente Glorieuses (et donc de l'État Providence). Le cas de la Suède est bien connu avec un respect conséquent des travailleurs dans les secteurs publics et privés (cas des entreprises sociales et du modèle de développement social). Quant au Japon, la récente crise qu'il traverse n'entame pour le moment que faiblement un rapport salarial basé sur l'emploi à vie et la rémunération à l'ancienneté. Par ailleurs, l'absence de travail des femmes, situation courante au Japon, les protège paradoxalement de situations de précarisation. Concernant donc le rapport au travail, il est plutôt de type fordiste.
- 38 En ce qui concerne l'empreinte écologique, les choix énergétiques basés sur le nucléaire sont envisagés par le biais d'une équivalence de prélèvement sur la biomasse, ainsi, une centrale nucléaire produisant x kilowatt/heure a une influence sur l'empreinte écologique équivalente à une combustion d'énergie fossile équivalente, ce qui explique le mode de calcul de fourniture de l'énergie française. Le Japon et la Suède ont des situations démographiques opposées. Pour l'un la densité de population est très forte (ce qui limite une partie des transports), les activités agricoles y sont rares et la culture japonaise, bien que très industrielle, repose sur une place symbolique de la nature importante, par ailleurs son développement plus tardif que pour les autres pays étudiés joue sans doute un rôle non négligeable. Pour l'autre, la Suède, la densité de population est au contraire très faible. Sa situation se rapproche de celle des autres pays du nord de l'Europe tels que la Norvège, la Finlande ou le Danemark. De tous, c'est elle qui a le plus protégé le travail et l'environnement, mais ces dernières années c'est aussi au détriment de sa croissance.
- 39 Au final, il est intéressant de constater que l'on est face à deux pays (Japon, Suède) qui ont un mode de développement plus respectueux de la nature, acceptant moins que d'autres les inégalités, mais qui subissent aussi une crise économique.

2.2. L'empreinte écologique et le Labour Market Well Being

- 40 Si l'on prend, maintenant, non plus le taux de travailleurs pauvres mais le Labour Market Well Being comme indicateur du rapport social au travail (on a vu qu'il était plus complet que le taux précédent), les résultats ne changent guère à l'exception de quelques cas notables qui confirment notre précédente interprétation. Le graphique suivant croise l'empreinte écologique et le Labour Market Well Being.

Graphique n°2

Sources : WWF, 2002 ; CSLS, 2003

- 41 Cet indicateur sur le travail nous permet d'inclure plus de pays dans notre analyse. Mais l'évolution de la place de certains pays entre le graphique précédent et celui-ci est intéressante et nous allons tenter de l'interpréter. Notons que plus le Labour Market Well-Being est important, meilleure est la situation pour les travailleurs du pays concerné.
- 42 Les États-Unis ne sont plus seuls à présenter une situation doublement défavorable sur le travail et l'environnement. La Nouvelle Zélande et l'Australie sont venues les rejoindre. Notons ici que, comme dans le graphique précédent, les axes se croisent au niveau des moyennes des deux indicateurs. La Nouvelle Zélande se caractérise aussi par une politique générale libérale ce qui constitue un élément important. L'Australie était, elle, légèrement en dessous de la moyenne pour le taux de travailleurs pauvres, elle confirme sa position si l'on intègre d'autres paramètres comme le degré d'incertitude des revenus futurs ou le retour sur investissement en capital humain.
- 43 Notons la situation de l'Allemagne qui se retrouve dans le cadran des « bons élèves », si le seul indicateur de pauvreté au travail n'est plus retenu mais complété par d'autres, ce qui confirme l'importance d'une situation transitoire liée à la réunification. La Belgique voit aussi sa situation s'améliorer, alors que la France quitte le cadran nord-est pour « tomber » dans le cadran sud-est. Ainsi, la prise en compte de nouvelles dimensions dans le travail place la France en dessous de la moyenne des autres pays. Sans doute est-ce lié, pour notre pays, au fait que, même si les restes du régime fordiste permettent le maintien d'un revenu minimum, et si le régime de travail restant dominant dans le pays est celui du temps plein en CDI, néanmoins les études ne protègent plus de la perte d'emplois et la rotation du travail s'accélère.

Conclusion

- 44 Les liens entre rapport social au travail et rapport à l'environnement sont complexes et mal définis. La tentative présentée ici n'est qu'une première pierre d'un travail plus long et plus approfondi. Elle constitue toutefois un premier état des lieux de la gestion de deux

ressources (travail et objets naturels) par les différents pays. La mise en place du développement durable nécessitant une gestion respectueuse des deux composantes (c'est sa définition même), il était utile, nous semble-t-il, d'étudier la manière dont les pays articulent ces dernières.

- 45 Ainsi, les pays de l'OCDE n'ont pas tous la même appréhension, ni la même tolérance des inégalités et ne gèrent pas tous l'environnement de la même manière. La typologie effectuée révèle d'assez nettes différences. En effet, se distingue un groupe plus vertueux que les autres au regard des critères du développement durable (Suède, France, Japon, Allemagne, Pays-Bas, Belgique). Mais plusieurs remarques s'imposent sur ce groupe.
- 46 D'abord, leur empreinte écologique 'absolue' est inférieure à la moyenne des autres pays de l'OCDE. Mais si l'on analyse maintenant le rapport entre leur empreinte écologique et leur superficie, on s'aperçoit qu'ils sont quasiment tous en situation de 'déficit écologique'. Ce qui signifie que tous, ou presque, ont besoin des autres pays pour assurer leur mode de développement. Ainsi, par ordre croissant, la France a un déficit écologique de 2,38 hectares globaux par personne, l'Allemagne de 2,96, les Pays-Bas de 4,02, le Japon de 4,06 et la Belgique de 5,59. Seule exception dans ce groupe, la Suède qui, elle, accuse un excédent biologique de 0,61 hectare global par personne.
- 47 Ces chiffres sont à prendre avec précaution. En effet, la densité de population joue un rôle prépondérant dans ce déficit ou cet excédent écologique. On comprend assez facilement que le Japon, très densément peuplé, ne puisse pas subvenir seul à ses besoins de développement. Toutefois, le fait que la plupart des pays cités soient en déficit indique que leur mode de développement n'est pas reproductible dans tous les pays de la planète. Il faut que certains puissent être en mesure de fournir des services écologiques pour d'autres. Pour plus proches qu'il soient d'un développement durable, l'objectif principal de durabilité de ces pays sur le long terme ne semble pas pleinement atteint. Par ailleurs, reste la question de savoir ce qu'ils ont mis en œuvre pour atteindre ce résultat. En effet, leur politique pourrait ainsi servir de référence en matière de développement économique.
- 48 Pour répondre à cette question, il est important de remarquer d'abord que ce sont des pays qui ont un lourd héritage d'interventionnisme dans la relation d'emplois et de prise en charge par l'Etat des revenus indirects. C'est le cas de la France, dont le marché du travail reste marqué par le fordisme, du Japon et de la Suède qui ont tous deux des gestions du marché du travail spécifiques et reconnues comme telles (le Japon avec l'emploi à vie notamment et la Suède avec une dispersion faible des revenus).
- 49 Sur le plan environnemental en revanche, les choses sont moins évidentes. La Suède se distingue comme ayant été le premier pays à augmenter les taxes sur les émissions de carbone et de souffrir pour dissuader ou au moins diminuer l'usage des énergies fossiles. Elle a d'ailleurs été suivie sur ce chemin par le Danemark et les Pays-Bas. Ces mesures révèlent une certaine sensibilité de ces pays à l'environnement (Brown, 2003). Pour la France et le Japon, les raisons sont moins claires. La France, contrairement à d'autres pays comme les Etats-Unis par exemple, a renchéri l'usage de l'essence par un ensemble de taxes qui rendent son coût à la pompe plus important. Le choix du nucléaire en matière énergétique joue aussi sans doute un rôle important dans son empreinte écologique. Reste le Japon dont la densité de population explique aussi une partie de cette empreinte écologique faible, avec un faible recours aux transports notamment.

- 50 Les mesures prises par ces pays pourraient servir de repères, à défaut de référence, aux pays moins bien placés. Mais il est important de rester vigilant sur la valeur relative de leur développement durable et non reproductible à l'ensemble des pays du globe.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent (1987), *Les économies de la grandeur*, Paris, PUF, Cahiers du Centre d'études et de l'emploi.
- BOYER Robert (1986), *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Ed. La Découverte
- BROWN R. Lester (2003), *Eco-économie, une autre croissance est possible, écologique et durable*, Editions Seuil
- Centre for the Study of Living Standard (2004), *An index of Labour Market Well-Being for OECD countries*, Lars Osberg, Andrew Sharpe.
- DERAIME Sylvie (1993), *Economie et Environnement*, Le Monde Editions, Marabout
- European Industrial Relations Observatory on line Transnational (2002), « Les travailleurs à bas salaire et les travailleurs pauvres »
- GHAH Dharam (2003), « Travail décent : concept et indicateurs », *Revue internationale du travail*, vol 142, n°2, pp 121-158
- LARRERE Catherine (1997), *Les philosophies de l'environnement*, Editions Presses Universitaires de France, coll. Philosophie
- LASCOUMES Pierre (1994), *L'éco-pouvoir, Environnements et Politiques*, Editions La Découverte.
- LATOUR Bruno (1999), *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Ed. La Découverte, Armillaire
- O'CONNOR James (1998), *Natural Causes, Essays in ecological Marxism*, The Guilford Press, New York and London
- OSBERG Lars, SHARPE Andrew (2003), *An Index of Labour Market Well-Being for OECD Countries*, Centre for the study of living standards, Research Report 2003-05, September
- OST François (1995), *La nature hors la loi, l'écologie à l'épreuve du droit*, Ed. La Découverte, Textes à l'appui, Série Écologie et Société
- PASSET René (1979), *L'économie et le vivant*, 1^{ère} Edition, Payot
- POLANYI Karl (1944), *The great transformation: The Political and Economic Origins of our time*, Amereon Ltd.
- POLANYI Karl (1983), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, traduction française, Ed. Gallimard, NRF Essais.
- ROUSSEAU – DE VETTER Sandrine (2002), *Economie et Environnement : une analyse régulationniste de la rente environnementale*, Thèse de Doctorat, Université de Lille I.
- SAY Jean-Baptiste (1972), *Cours d'économie politique pratique*, Bruxelles, 3^{ème} Edition.

VIVIEN Franck-Dominique (1994), *Économie et Écologie*, Ed. La découverte, Coll. Repères

NOTES

1. Dichloro-diphényl-trichloréthane.
 2. Organisation Internationale du Travail.
 3. World Wide Fund.
 4. <http://esl.jrc.it/envind/dashbrds.htm>. Le Dashboard est un indicateur international tentant d'évaluer plusieurs dimensions de développement d'un pays, notamment l'état de ses ressources naturelles.
-

RÉSUMÉS

La mise en place au niveau international d'un développement durable devrait aboutir à une forme de rapprochement des modes de gestion de l'environnement et du travail des différents pays. L'article propose ici de faire un état des lieux des conséquences des modes d'organisation mis en place. Il croise en effet deux indicateurs : taux de pauvreté (et travail décent) et empreinte écologique pour comprendre quel est le chemin à parcourir vers le développement durable pour les pays de l'OCDE. Se dégagent ainsi différents scénarios : des pays cumulant un fort taux de pauvreté avec une empreinte écologique importante vers des pays plus respectueux des deux ressources. L'article tente de comprendre quels sont les éléments à l'origine de ces différentes situations.

The implementation of sustainable development policies on a global scale should increase the coherence of the management of environmental and labour resources in the various countries. This paper aims at explaining the consequences of the different forms of management and organisation implemented recently. It compares two indicators, poverty rates (and decent labour) and the ecological footprint, in order to suggest policies that should be led in OECD countries to achieve sustainable development. Several scenarios are identified, from the countries that show a high poverty rate and a strong environmental print to other countries that are more concerned by both environmental and labour resources. This paper attempts to present the features that can explain the variety of configurations.

INDEX

Keywords : sustainable development, labour, environment, ecological footprint, decent labour, poverty rate, oecd

Mots-clés : environnement, travail, empreinte écologique, travail décent, taux de pauvreté, ocde

AUTEUR

SANDRINE ROUSSEAU

Maître de Conférences en Sciences Économiques, Université Lille I, CLERSE (UMR 8019). L'auteure étudie, dans le cadre de ses recherches, les liens entre système économique et environnement et d'une manière plus précise, les ressemblances entre l'évolution des modes de gestion du travail et de l'environnement. En effet des similitudes historiques fortes apparaissent sans que ne soit étudiée véritablement la corrélation entre les deux. Pour ce faire, elle prend comme entrées différentes échelles territoriales (locales, nationales, internationales) et différents acteurs (entreprises, États, etc). Après une thèse intitulée 'Economie et environnement : une analyse régulationniste de la rente environnementale' soutenue en 1999, elle continue à s'inscrire prioritairement dans le cadre de la théorie de la régulation sans toutefois négliger d'autres corpus (celui des conventions notamment). Elle est actuellement engagée dans un programme de recherche (ACI sur l'institutionnalisation du Développement Durable, voir <http://aciidd.net>), et ses recherches portent essentiellement sur les motivations des entreprises à s'engager dans une démarche de développement durable. S. Rousseau est membre du comité de lecture de la revue DDT et responsable de la rubrique lecture. sandrine.rousseau@univ-lille1.fr